Le Monde
Pays : France
Périodicité : Quotidien
OJD : 275310

Date : 30 JAN 15
Page de l'article : p.1,3
Journaliste : Yves-Michel Riols / Jean-Pierre Stroobants

INTERNATIONAL

L'Europe désemparée face à la surenchère russe

Malgré la reprise des hostilités en Ukraine, les Vingt-Huit restent divisés sur la riposte à adopter face à Moscou

Or les divisions restent évidentes. Londres, qui a exigé la réunion de jeudi, la Pologne et les Etats baltes sont toujours en pointe pour réclamer une condamnation sans faille de la Russie. L'Allemagne n'est, elle, pas favorable à de nouvelles mesures restrictives, a indiqué mercredi soir le vice-chancelier et ministre de l'économie, Sigmar Gabriel. Quant au nouveau gouvernement grec, il a affiché ses divergences avec le président du Conseil européen, le Polonais Donald Tusk, lorsque celui-ci a publié, mardi, un communiqué évoquant – au nom des Vingt-Huit en principe… – un nouveau volet de sanctions.

Dans l'immédiat, la France prône l'adoption de nouvelles mesures individuelles (privation de visas et gel des avoirs) contre des dirigeants séparatistes et leurs parrains russes. Elles peuvent être adoptées rapidement et ont un effet immédiat sur les individus concernés. Le principe devait être évoqué jeudi, mais l'adoption formelle n'interviendrait que lors du prochain conseil des chefs d'Etat et de gouvernement, le 12 février.

Paris veut durcir le ton

Pour le moment, la condamnation européenne sera donc seulement politique, car l'extension des sanctions économiques n'est, à ce stade, pas envisagée. D'abord parce qu'elles sont plus compliquées à mettre en œuvre. Mais surtout parce que de telles sanctions *« sectorielles »* entraîneront sûrement de nouvelles représailles que les Européens veulent, à tout prix, éviter.

Paris veut cependant durcir le ton face à la Russie, qui ne tient aucun de ses engagements. La France s'efforce depuis des mois de jouer, avec l'Allemagne, un rôle de médiation entre Moscou et les Européens. Mais Laurent Fabius, le ministre des affaires étrangères, déplore le double langage du Kremlin, en évoquant les négociations avortées du 21 janvier, à Berlin, avec ses homologues russe, ukrainien et allemand.

Au terme de cette rencontre, la Russie avait approuvé un texte appelant à une *« cessation des hostilités dans l'est »* de l'Ukraine. Le lendemain, l'offensive sur l'aéroport de Donetsk reprenait, suivie ensuite des attaques contre Marioupol.

« Calibrer la réponse »

D'où la nécessité d'un *« signal »* à envoyer à la Russie. *« Il ne faut pas se mettre la tête sous la table, mais il faut aussi calibrer la réponse »*, indique une source française. *« Les sanctions ont un réel impact économique mais elles ne changent pas le comportement de Poutine »*, ajoute un haut fonctionnaire. Qui précise : *« Les sanctions sont comme une échelle de perroquet : il n'y a pas tant de barreaux que cela et nous sommes déjà en haut de l'échelle… »*

Et, comme l'a souligné, il y a plusieurs semaines, Frank-Walter Steinmeier, le chef de la diplomatie allemande, si les Européens épuisent les sanctions, il ne leur restera plus d'outils de dissuasion, puisque le recours à la force est écarté.

« Poutine perçoit bien le désarroi stratégique des Occidentaux », relève Thomas Gomart, spécialiste de la Russie à l'Institut français des relations internationales. Les événements de Marioupol, dit-il, traduisent *« une intensification du soutien russe aux séparatistes »*, mais s'inscrivent aussi dans *« la continuité de l'offensive déclenchée depuis l'annexion de la Crimée, en mars »*. Le président russe, dit-il, est dans une logique permanente d'escalade qui vise à entretenir une *« guerre limitée »* pour permettre à Moscou de peser sur le destin de l'Ukraine, à un moment où les Européens sont *« saturés »* par d'autres crises.

Après avoir tenté, il y a deux semaines, une ouverture et un retour au dialogue en proposant un débat sur les sanctions en échange d'une application réelle des accords de Minsk, la haute représentante Federica Mogherini a constaté le refus du Kremlin. Elle doit désormais tenter de convaincre certaines capitales que, malgré cet échec, il est toujours possible de compter sur Moscou pour résoudre d'autres dossiers diplomatiques majeurs. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS (À BRUXELLES) ET YVES-MICHEL RIOLS (À PARIS)

Tous droits réservés à l'éditeur